

COMMISSION : ECOSOC

DELEGATION : Venezuela

PROBLEMATIQUE : Vers un cloisonnement du monde ?

L'économie vénézuélienne reste aujourd'hui fortement dépendante du commerce international, les exportations pétrolières représentant encore 50 % de nos revenus annuels. Face à cette dépendance économique, la délégation vénézuélienne soutient que la mondialisation, fondée sur le libre-échange et la maximisation des profits, est une des principales causes des inégalités sociales croissantes et d'un réchauffement climatique alarmant. C'est pour ces raisons que le Venezuela souhaite s'affranchir de cette mondialisation néo-libérale en soutenant un processus de démondialisation fondé sur le protectionnisme et les échanges Sud-Sud, afin de protéger notre planète et ses populations.

Tout d'abord, le Venezuela rappelle qu'il a déjà souffert des effets néfastes de la mondialisation. En tant que détenteur des plus grandes réserves de pétrole au monde, le pays s'est spécialisé dans l'exportation de cette ressource, représentant environ 90 % de ses exportations. Ce rejet de la mondialisation est d'autant plus motivé par les conséquences de la crise de 2008, qui a provoqué une chute des cours pétroliers et s'est accompagnée de sanctions économiques croissantes des États-Unis et de l'UE, contribuant à isoler partiellement le Venezuela du marché international. En raison de cette dépendance à la mondialisation, notre pays connaît depuis une quinzaine d'années une hyperinflation historique, entraînant une crise économique et sociale majeure, qui se traduit notamment par une immigration massive vers les États-Unis.

Pour répondre à cette situation injuste et stabiliser notre économie, le Venezuela a alors choisi de développer une politique axée sur le protectionnisme. Comme l'a affirmé notre président, Nicolas Maduro : « Nous ne sommes pas un pays colonisé. » Le Venezuela refuse donc que des multinationales issues de la mondialisation perturbent notre équilibre économique. Pour cette raison, dès 2007, nous avons entrepris de nationaliser des industries clés de notre économie, telles que le secteur pétrolier, ainsi que les industries de la télécommunication et de l'électricité. Le décret n° 4944, entré en vigueur le 26 mai 2024, renforce davantage le protectionnisme du pays. Concrètement, les tarifs douaniers ont fortement augmenté, passant de 13,61 % en 2021 à environ 22 % aujourd'hui.

La réduction des dépenses sociales de l'État, en limitant certaines aides jugées non prioritaires, a permis au gouvernement vénézuélien de réinvestir dans des solutions plus durables. En réduisant certaines exportations, le Venezuela souhaite également contribuer à la protection de la planète. Les catastrophes naturelles et un réchauffement global de 2 °C ont déjà infligé des dommages irréversibles à notre patrimoine naturel. Le Venezuela tient les pays du Nord pour principaux responsables, ceux-ci profitant de manière abusive de la mondialisation.

Nos relations avec la Russie, notre principal allié militaire, et la Chine, notre principal partenaire commercial, ont également contribué à atténuer notre crise économique. Le Venezuela voit dans ces deux nations des exemples en matière de développement économique, social et écologique. En outre, la République bolivarienne du Venezuela déplore que de nombreux pays restent dépendants, sur le plan économique et militaire, des élites du Nord et de cette mondialisation néo-libérale. Nous voyons dans l'alliance des BRICS une solution durable à l'hégémonie occidentale.

En conclusion, le Venezuela ne souhaite plus être associé à cette mondialisation néo-libérale, inégale, qui profite avant tout aux élites du Nord. Nous considérons la démondialisation, le protectionnisme et les alliances Sud-Sud comme des solutions durables et équilibrées pour l'avenir.